



**La réforme de l'administration publique: approches de l'OCDE.
Compte-rendu du petit-déjeuner du jeudi 14 janvier 2016 avec M. Stéphane Jacobzone, Conseiller, Réforme du Secteur Public, Direction de la Gouvernance Publique et du Développement Territorial de l'OCDE.**

(Cf. les planches complètes disponibles par ailleurs).

L'OCDE produit des analyses, des données et des indicateurs et formule des recommandations (lignes directrices) sur quasiment tous les sujets de politique publique. 3 Comités (Comité de la gouvernance publique, Comité de la réglementation, Comité des politiques de développement régional) établissent son programme de travail en matière de gouvernance publique; Ceux-ci font partie d'un ensemble de 150 comités qui se saisissent de tous les sujets de politiques publiques.

Le Comité de la gouvernance publique anime des réseaux spécialisés, des groupes de travail. Par ailleurs, SIGMA est une entité spécifique financée par l'Union européenne tout en étant placée auprès de l'OCDE.

De manière générale, l'expertise mise en œuvre est financée par différentes institutions internationales (Union européenne, organismes d'aide au développement) et par les pays bénéficiaires.

Parmi les sujets émergents, sur lesquels l'OCDE développe son investissement intellectuel, il y a :

- la Justice,
- la Gouvernance de la croissance inclusive (politiques économiques et sociales),
- l'Innovation,
- le Bien être, la gouvernance publique et la confiance dans les institutions,
- l'égalité hommes/femmes dans la vie publique.

L'OCDE effectue des examens de gouvernance publique (15 depuis 2007), sur la base des demandes reçues par les Etats, qui cherche à valider la cohérence de l'action publique. Les derniers effectués auprès d'Etats non membres l'ont été au Costa Rica et en Lituanie.

L'OCDE effectue également des examens de « gouvernement ouvert » (« la transparence des actions des administrations, l'accessibilité, des services et de l'information des administrations et la réactivité du gouvernement aux nouvelles idées, demandes et besoins »). L'Organisation apporte ainsi son appui au Partenariat pour le gouvernement ouvert (OGP, *Open Government Partnership*) par des conseils et la fourniture d'assistance technique (mise en œuvre des plans d'action) pour mettre en œuvre les réformes. Au-delà de ses membres, l'OCDE intervient dans le cadre de l'OGP sur des pays de la région Baltique (Lituanie) et d'Asie centrale, au Moyen Orient et en Afrique du Nord, en Asie du Sud-Est et en Amérique Latine.

L'Organisation intervient de manière différenciée auprès d'Etats non membres. Elle le fait, soit de manière bilatérale (programmes-pays comme sur le Maroc et le Kazakhstan, qui ont sollicité l'aide de l'OCDE), soit dans le cadre de programmes régionaux. Le principal est le Programme spécifique sur la gouvernance pour la région Moyen Orient et en Afrique du Nord (MENA). Les thématiques qu'il comprend recouvre les thématiques :

- Intégrité de l'administration, lutte contre la corruption,
- Gouvernement ouvert et innovation dans l'administration : administration électronique, open data...,
- Gouvernance budgétaire, coordination entre les administrations,
- Politiques de régulation,
- Achats publics (ex gros programme sur l'aéroport de Mexico),
- Lutte contre les discriminations de genre.

L'expertise recherchée a pour objet :

- la participation à des séminaires, à des conférences,
- la participation à des revues par les pairs,
- la rédaction de revues par les pairs.

Questions & Réponses

Q : Comment l'OCDE s'assure-t-elle que ses recommandations sont suivies d'effets, de l'effectivité de son travail ?

R : Le principe est que l'Organisation travaille en réponse à la demande d'un Etat. Il s'agit d'un processus volontaire. Tout l'exercice consiste à rechercher des préconisations utiles qui ne sont pas nécessairement celles qui ne sont pas la copie conforme de la vision officielle du pays partenaire. Le travail avec des acteurs locaux permet d'avoir cette ouverture.

Q : Quels sont les modes de recrutement de l'expertise?

R : L'OCDE recrute en son sein des experts de haut niveau (expertise interne). Sigma recrute ainsi essentiellement des experts de niveau « A4 », experts Senior tandis que le programme MENA fait appel à un certain nombre de juniors encadrés par quelques seniors. En outre, l'expertise externe peut être apportée par des agents des administrations d'Etats membres de l'Organisation, qui sont simplement défrayés de leurs frais de déplacement.

Q : Comment l'Organisation choisit-elles ses interlocuteurs ?

R : Les administrations partenaires sont demandeuses d'intervention. L'OCDE travaille principalement dans des Etats qui sont au moins de niveau Pays à revenu intermédiaire, dans lesquels l'administration est d'un certain niveau.

Q : Quel est le cycle-type des projets ?

R : Il n'y a pas de modèle-type. Il s'agit de transformer les demandes politiques reçues en projets, en actions. Une fois qu'un projet est validé, une recherche de financement est effectuée. A titre d'exemple, on peut citer le projet co-financé par la GIZ au Maroc sur la gestion des risques, la GIZ ayant réussi à mobiliser des experts de l'administration allemande.